



CHAPITRE 249

LOI CONCERNANT LES COMPAGNIES DE CAUTIONNEMENT OU DE GARANTIE

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé. des compagnies de garantie.*

2. Lorsqu'une personne est tenue par la loi, un juge-
ment ou une ordonnance, de faire un dépôt destiné à payer des dépens ou de donner un cautionnement en justice, elle peut, au lieu de la consignation ou de la ou des cautions exigées, fournir un cautionnement consenti par une compagnie de cautionnement ou de garantie, qui est constituée en corporation, qui a un bureau dans la province et qui est spécialement autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à se porter caution en justice. S. R. (1909), 7446.

3. La caution peut être contestée :

1° Si la compagnie ne rencontre pas les conditions énoncées par l'article 2, ou si les formalités prescrites par les articles 10 et 11 n'ont pas été remplies;

2° Si elle n'est pas suffisante. S. R. (1909), 7447.

4. La solvabilité de la compagnie s'estime eu égard à ses biens en Canada. S. R. (1909), 7448.

5. La compagnie peut signer l'acte de cautionnement par l'entremise d'un ou de plusieurs de ses officiers à ce autorisés par une résolution du bureau de direction, copie de laquelle est annexée au cautionnement. S. R. (1909), 7449.

6. Le cautionnement entraîne contrainte par corps contre le président, le vice-président, le secrétaire ou le gérant de la compagnie, et, en outre, s'il s'agit d'une compagnie étrangère, contre l'agent dans la province. S. R. (1909), 7450.

Dispositions
applicables à
ce cautionne-
ment.

7. Sous tous autres rapports, les cautionnements en justice donnés par les compagnies de cautionnement ou de garantie, ainsi que leur réception, sont assujettis aux règles ordinaires concernant les cautionnements judiciaires. S. R. (1909), 7451.

Procédure
pour l'obten-
tion de l'au-
torisation.

8. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder l'autorisation mentionnée dans l'article 2 si la compagnie :

1° Dépose au bureau du secrétaire de la province une copie dûment certifiée de sa charte, de ses articles d'association ou de la loi qui la constitue en corporation;

2° Établit qu'elle est constituée en corporation dans la province avec pouvoir de se porter caution en justice, ou qu'elle a le pouvoir de souscrire des cautionnements et qu'elle a obtenu du conseil du trésor de la Puissance une licence l'autorisant à se livrer aux opérations d'assurance de garantie au Canada;

3° Dépose au bureau du secrétaire de la province, si son bureau principal est hors de la province, une procuration constituant un agent dans la province aux fins de recevoir les significations en toutes actions et procédures exercées contre elle, et déclarant où est établi son bureau dans la province;

4° Établit à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil que la compagnie est solvable. S. R. (1909), 7452.

Dépôt qui
précède l'oc-
troi de l'au-
torisation.

9. Le lieutenant-gouverneur en conseil ne peut accorder l'autorisation demandée avant que la compagnie ait fait, entre les mains du trésorier de la province, le dépôt exigé par l'article 94 de la Loi des assurances de Québec (chap. 243). S. R. (1909), 7453.

Avis de l'oc-
troi de l'au-
torisation et
son effet.

10. Avis que l'autorisation a été accordée est publié dans la *Gazette officielle de Québec*, et, à compter de cette publication, la compagnie peut se porter caution en justice sans être tenue de produire copie de cet avis dans la cause où elle donne le cautionnement. S. R. (1909), 7454.

Avis dans le
cas de chan-
gement de
bureau ou
d'agent dans
la province.

11. Si une compagnie étrangère change son bureau ou son agent dans la province, elle doit transmettre au secrétaire de la province un avis de ce changement et une copie de la procuration nommant un autre agent, et avis en doit être donné dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. (1909), 7455.

12. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de révoquer sommairement, en tout temps, pour des raisons qu'il juge suffisantes, l'autorisation accordée en vertu de la présente loi. Révocation.
de l'autorisation.

Avis de cette révocation doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*, et, à compter de la publication de cet avis, la compagnie ne peut plus se porter caution en justice. Avis de révocation et son effet. S. R. (1909), 7456.
